



NPA

NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

Ce n'est pas à l'Élysée, ni à Matignon C'EST DANS LA RUE ET PAR LA GRÈVE QU'ON PEUT GAGNER CONTRE MACRON ET SA POLITIQUE !

BULLETIN NPA RENAULT LE MANS

25 OCTOBRE 2017

Plus de quatre mois après les premières rencontres sur les ordonnances qui font exploser le Code du travail, le ballet des « discussions » a repris à l'Élysée, avant de se poursuivre la semaine dernière à Matignon. Cette fois, il s'agit d'aborder les "réformes" de la formation professionnelle, de l'apprentissage et la refonte de l'assurance chômage.

L'objectif de Macron est clair. Comme pour les ordonnances, il veut faire croire à une "concertation" avant de mettre en musique sa politique, comme il l'entend, une fois de plus au service exclusif des patrons et des plus riches.

Malgré cela, alors que tout le monde sait qu'il n'y a strictement rien à gagner à cette comédie du "dialogue social", tous les dirigeants syndicaux ont accepté l'invitation. Comme s'il était possible de « discuter » avec Macron, voire d'« arracher quelques avancées » dans le salons de l'Élysée !

Mais en prétendant discuter avec les syndicats d'autres sujets que les ordonnances, ce président et ce gouvernement des riches comptent imposer l'idée que c'est plié sur les ordonnances et qu'il faut passer à autre chose.

GOVERNEMENT ET PATRONAT PEUVENT RECULER

Droit dans leurs bottes, Macron et Philippe affirment qu'ils iront jusqu'au bout de leur entreprise de démolition des acquis sociaux, pour relancer la machine à profits sur le dos des salariés et des classes populaires.

Pourtant, le gouvernement a déjà dû reculer à deux reprises. Il l'a fait le 4 octobre, face à la menace des routiers de bloquer le pays. Pour éviter cette épreuve de force, le gouvernement a dû signer un accord garantissant leurs primes au niveau de la branche transports, et non de l'entreprise comme prévu par la réforme du Code du travail. Puis après les routiers, le 13 octobre, ce sont les dockers qui ont obtenu que leur Convention collective déroge aux ordonnances en garantissant qu'elle ne puisse pas être remise en cause par des accords d'entreprise.

Si le gouvernement reste bien silencieux sur ces reculades, comme pour éviter la contagion, c'est la

preuve qu'il est possible d'imposer l'abrogation des ordonnances, malgré leur signature par Macron et publication au Journal officiel. Et que ce gouvernement serait bien incapable de résister à une mobilisation massive et déterminée des travailleurs.

EN FINIR AVEC LA DISPERSION, POUR SE DONNER LES MOYENS DE GAGNER

Après les mobilisations des 12 et 21 septembre contre les ordonnances, celle des retraités le 28 septembre, celle de la fonction publique le 10 octobre, celle des métallos le 13 octobre, la CGT a appelé, seule, à la nouvelle journée de mobilisation de jeudi 19 octobre. Et le 24 octobre, une nouvelle réunion des directions nationales des syndicats pourrait aboutir à un appel à la mobilisation en novembre, sans précision à ce jour sur ses formes et ses objectifs.

Pourtant, il est évident que nous ne pourrions pas gagner avec des appels dispersés, secteur par secteur, syndicat par syndicat, journée d'action après journée d'action. Que nous soyons salariés du "public", du "privé" ou sans emploi, jeunes ou retraités, nous sommes tous et toutes concernés par les attaques tout azimut de ce gouvernement.

Avant la ratification des ordonnances par le Parlement, la semaine du 20 novembre, il faut une vraie journée de grève interprofessionnelle et une manifestation nationale pour créer les conditions d'un mouvement d'ensemble qui passe inévitablement par une grève reconductible. Parce que pour gagner, nous avons besoin d'une grève prolongée, qui bloque l'activité du pays en occupant les lieux de travail, les entreprises et les services.



LE BLOG DU SECTEUR AUTOMOBILE DU NPA

www.npa-auto-critique.org

Tracts, actus, infos, échanges, tout sur l'actualité des luttes dans notre secteur

Et maintenant sur Facebook ...



A PSA RENNE, QUAND LES INTERIMAIRES S'Y METTENT

Ils sont souvent plus de 30% des effectifs dans nos établissements, quand ce n'est pas 90% sur certaines lignes de production, ainsi 1000 intérimaires pour 2200 CDI à PSA Rennes, et comme partout les plus mal payés, aux postes les plus dures.

Alors jeudi derniers, à plusieurs dizaines, ils se sont mis en grève pour des augmentations de salaire, 11€ brut de l'heure, et le paiement du chômage à 100%. Paniquée, la direction a voulu faire quelques concessions sur le coef, mais le compte n'y étant pas, ils ont remis ça vendredi matin et en équipe du soir.

La direction est très inquiète, car, après un même mouvement d'intérimaires l'année dernière à Renault Flins, cela pourrait bien nous donner des idées ... N'acceptons plus la précarité à tout bout de champ, battons nous ensemble, quelque soit notre statut.

LE PLAN RENAULT 2017- 2022 : UN PLAN POUR LES ACTIONNAIRES

Le nouveau plan quinquennal Renault s'appelle « Drive the futur » après « Drive the change ». Plus snob, tu meurs ! Principal objectif : la marge opérationnelle devrait atteindre 7 % d'ici à cinq ans. Renault avec Dacia et Autovaz veut passer de 3,5 millions à 5 millions de voitures produites et vendues dans le monde grâce aux seuls résultats en Chine, en Inde, en Russie, en Iran et au Brésil.

L'alliance avec Nissan élargie à Mitsubishi va se poursuivre pour dégager encore de nouvelles économies. D'ici à 2020, 70% des véhicules devraient être construits sur les plates-formes Renault-Nissan pour économiser environ 30% sur les achats et jusqu'à 40% sur les coûts d'ingénierie. Finies les envolées sur le véhicule électrique : Renault rentre dans la moyenne.

Plan pour les actionnaires il est dans la continuité des plans précédents dont on a pu vérifier les conséquences pour les salaires et l'emploi. Nous sommes prévenus !

MACRON, PDG DE LA REPUBLIQUE, SUR TF1

Dimanche soir, Macron voulait convaincre qu'il n'est pas le « président des riches ». Mais pour lui, les 277 salariés de GM&S qui se battent pour leur emploi « foutent le bordel » et les 157 licencié(e)s sont des « activistes violents qui bloquent tout pour avoir des indemnités supra légales ». Les ouvrières de la société GAD étaient « illettrées » et toutes celles et ceux qui se battent contre la loi travail sont des « fainéants », des « cyniques » ou des « extrêmes ». Nous sommes tous « des gens qui ne sont rien », mais nous sommes des millions.

LES FEMMES HARCELÉES ET AGRESSÉES AUSSI DANS LES ATELIERS ET LES SERVICES !

Le scandale du producteur de cinéma étatsunien coupable de viols, d'agressions et de harcèlement est largement relayé sur les réseaux sociaux. Cela permet aux femmes de se solidariser les unes des autres et de visibiliser cette violence.

Ce n'est pas un problème d'individus, mais bien celui d'une société machiste. Et il n'est pas limité aux studios de cinéma de Hollywood ! Dans les ateliers et les services, là où des femmes travaillent, on a tous en tête ces petits et

grands chefs aux mains baladeuses, quand ce n'est pas un chantage à la promo. Et trop souvent on laisse passer ce genre de comportements !

Des chiffres mesurent l'ampleur du phénomène : 84 000, c'est le nombre de femmes qui chaque année subissent de violences sexuelles en France. 90% connaissent l'agresseur. 10% portent plainte. En 2014, seuls 5139 hommes ont été condamnés.

Il faut transformer cette prise de conscience en une réaction collective. Ne plus se taire ! Ne plus laisser faire ! Ne plus accepter !

VENT DE COLERE CHEZ LES RETRAITE-ES

Le 28 septembre les retraité-es sont descendu-es dans la rue en plus grand nombre que d'habitude. Avec raison. A ceux qui les traitent de privilégié-es il faut rappeler que pour 6 millions d'entre eux, la retraite, c'est moins de 1200€.

La porter à 1400€ coûterait seulement 1,2 milliard. Mais pour Macron supprimer l'ISF pour une minorité de riches (coût 3 milliards) est plus urgent qu'améliorer l'ordinaire de 6 millions de retraité-es. Quant aux retraites dépassant 1200€, elles vont être ponctionnées par la hausse de 1,7 point de la CSG. Une baisse des retraites qui ne dit pas son nom. Sur une retraite de 1500€, ce sera 306€ de moins à l'année.

Pas grave nous a dit Macron à la télévision : « pour la majorité des retraités, a-t-il prétendu, la hausse de la CSG sera dès 2018 compensée par la baisse de la TVA ». Gros mensonge. Comme s'il n'avait pas connaissance du rapport du député « En Marche » Noël Giraud qui évalue à 600.000 seulement sur 4.500.000 le nombre de retraités bénéficieront de la compensation en question en 2018. Le Président des riches ne sait peut-être pas lire !

IMPOT SUR LA FORTUNE VERSION MACRON JACKPOT POUR LES SUPER RICHES

Sous prétexte de pollution, circuler avec une vieille voiture sera bientôt impossible. Tant pis pour ceux et celles qui n'ont pas les moyens de se payer des 4x4, des voitures de luxe, des jets ou des yachts de plaisance : dès l'an prochain, sur ces signes-là de richesse-là, ils auraient été exonérés d'impôt sur la fortune. Comme sur leurs éventuels actifs financiers : actions et placements en tous genres.

Les chômeurs à qui on impose de déclarer leurs petites épargnes et la moindre somme gagnée avec un petit boulot avant de calculer leur droit au RSA apprécieront.

Et on explique à ceux et celles qui tirent le diable par la queue et à qui on promet de nouvelles baisse d'APL au-delà des 5€ que ces milliards de cadeaux aux super riches sont nécessaires au redressement de l'économie. Mais comme ces milliards vont aggraver la situation des comptes publics, c'est encore aux mêmes qu'on va demander de supporter la hausse du forfait hospitalier et autres sacrifices. La ficelle est un peu grosse.

**Si notre bulletin t'intéresse, n'hésite pas à le diffuser
Ou à nous contacter : npa.sarthe@gmail.com
Ou à joindre les diffuseurs : Tél. 06 82 44 28 63**

